



Numéro PPQ/6945

vendredi 13 décembre 2013

**ACTUALITES EN BREF DU VENDREDI**

- RCA: Ban Ki-moon lance un appel à l'unité entre musulmans et chrétiens et réaffirme le soutien de l'ONU
- Syrie: la Mission d'enquête de l'ONU conclut à plusieurs incidents à l'arme chimique dans le cadre du conflit
- Syrie: face à un hiver particulièrement rude, le PAM renforce son aide aux civils syriens
- L'ONU appelle l'Ukraine à respecter les droits au rassemblement pacifique et à la liberté d'expression
- Les donateurs encouragés à contribuer au Fonds des Nations Unies pour les crises humanitaires d'urgence
- RDC: Ban Ki-moon salue la conclusion du dialogue de Kampala entre le gouvernement et le M23
- L'impunité, un multiplicateur des actes de violence contre les journalistes, prévient un expert de l'ONU
- Hervé Ladsous fait le bilan de l'année 2013 sur le front des opérations de maintien de la paix

**RCA: Ban Ki-moon lance un appel à l'unité entre musulmans et chrétiens et réaffirme le soutien de l'ONU**

**13 décembre** - Dans un message radiophonique adressé au peuple de la République centrafricaine (RCA), le Secrétaire général de l'ONU a demandé vendredi aux dirigeants religieux et aux responsables locaux – musulmans ou chrétiens – « de se faire messagers de la paix » et de ne pas laisser les auteurs de violences « diviser ce qui était uni ».

« Je demande aux autorités de transition de protéger les populations et de prévenir de nouveaux conflits. Et pour tous ceux qui voudraient commettre des atrocités ou des crimes contre l'humanité, j'ai un message clair : le monde vous observe et vous aurez à répondre de vos actes », a lancé Ban Ki-moon.

Les combats qui secouent actuellement la capitale Bangui et d'autres villes de RCA comme Bossangoa opposent des éléments de l'ex-Séléka et des « anti-balaka ». Constituée en août 2012, la Séléka était une coalition de partis politiques et de forces rebelles opposés au Président François Bozizé, qu'elle a contraint à quitter le pouvoir en avril 2013. À l'origine des groupes d'autodéfense, les anti-balaka se sont ligués contre les miliciens de la Séléka, après les exactions commises par ces derniers à travers tout le pays. Ils sont issus d'une population centrafricaine à 80% chrétienne, alors que la Séléka est principalement composée de musulmans.

« L'Organisation [...] est résolue à aider votre pays à surmonter cette crise », poursuit le chef de l'ONU. « Vous n'êtes pas seuls et nous ne vous abandonnerons pas. Des troupes africaines et françaises sont déjà déployées sur le terrain [...]. D'autres contingents viendront bientôt les renforcer pour aider à rétablir l'ordre. Nous nous employons à fournir des vivres, des abris et des médicaments. »

Une tâche difficile, comme le rappelle aujourd'hui le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). « Nous appelons de nouveau toutes les parties à ménager un accès à l'aide humanitaire pour les personnes déplacées et à protéger les civils », a indiqué un porte-parole du HCR lors d'une conférence de presse donnée à Genève.

De nombreuses informations font état de violences aveugles contre les civils, de recrutement d'enfants-soldats, de violences sexuelles à l'encontre des femmes, de pillages et de déprédations en tout genre.

Dans la capitale Bangui, les combats et les violences interconfessionnelles de la semaine dernière ont déplacé environ 159.000 personnes et fait 450 morts dans la capitale et 160 autres dans le reste du pays, selon la Société de la Croix-Rouge



centrafricaine et le Conseil danois pour les réfugiés, présents sur le terrain.

38.000 personnes se sont réfugiées à l'aéroport de Bangui, où il n'y a ni latrines, ni installations sanitaires, ni abris contre les intempéries. « Les conditions sur place et ailleurs se détériorent », a prévenu le porte-parole.

Près de 12.000 autres se sont réfugiées dans l'enceinte de l'église Saint-Joseph de la capitale, qui compte seulement un point d'eau. « La jeunesse locale a creusé des latrines et le HCR a fourni des bâches en plastique pour créer des espaces privatifs et d'autres où les gens peuvent se laver. Cependant, les personnes ont d'urgence besoin de vivres, d'abri, de savon et d'autres articles essentiels », a indiqué le porte-parole.

Une indication supplémentaire des troubles qui secouent la RCA, c'est la hausse, au cours de la semaine écoulée, du nombre de personnes dans les pays voisins. La RDC a vu arriver près de 1.800 réfugiés principalement depuis Bangui, dont 1.457 à Zongo et plus de 300 à Libenge. Avec ces nouveaux arrivants, on compte désormais environ 47.000 réfugiés centrafricains en RDC.

La République du Congo enregistre également de nouveaux arrivants et compte désormais plus de 10.500 ressortissants centrafricains. En tout, la crise en République centrafricaine a poussé cette année plus de 70.000 réfugiés à rejoindre des pays voisins.

## Syrie: la Mission d'enquête de l'ONU conclut à plusieurs incidents à l'arme chimique dans le cadre du conflit



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à droite) reçoit le rapport final de l'équipe d'enquête concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en Syrie.  
Photo: ONU/Mark Garten

**13 décembre** - La Mission d'enquête concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en Syrie qui, en septembre dernier, avait réuni des « preuves claires et convaincantes » que des attaques au gaz sarin avaient bien été commises contre des civils, notamment des enfants, aux abords de Damas, a fait état d'« informations crédibles » selon lesquelles ces armes ont bien été utilisées contre des soldats et des civils ailleurs dans le pays.

« Aujourd'hui, je constate avec une profonde préoccupation que l'équipe a recueilli des preuves [...] corroborant les allégations selon lesquelles des armes chimiques ont été utilisées à plusieurs reprises, sur plusieurs sites, contre des civils et des objectifs militaires », a déclaré vendredi le Secrétaire général Ban Ki-moon, alors qu'il présentait les conclusions du rapport final de la Mission d'enquête à l'Assemblée générale des Nations

Unies.

Bien que la mission n'ait pas pu vérifier de manière indépendante tous les aspects de ces allégations, elle a conclu que des armes chimiques avaient probablement été utilisées le 19 mars dernier à Khan Al-Asal, le 24 août à Jobar, le 29 avril à Saraqueb et le 25 août 2013 à Ashrafiyah Sahnaya.

« Au cours de son enquête, la Mission a adhéré aux protocoles les plus rigoureux et aux lignes directrices approuvées par l'Assemblée générale. Les résultats de ses analyses et ses conclusions factuelles se fondent uniquement sur les informations recueillies par la Mission. »

Celle-ci n'a pas été en mesure d'étayer les allégations relatives à deux incidents, a précisé M. Ban aux États Membres, auxquels il a également expliqué que pour deux autres allégations, des facteurs techniques, notamment le temps qui s'était écoulé depuis l'attaque présumée, compromettaient toute tentative objective d'établir les faits.

« Pour toutes les autres allégations, [...] la mission a conclu qu'elle ne possédait pas suffisamment d'informations pour aller plus loin et qu'aucune enquête était justifiée. »

Il n'entre pas dans le mandat de la Mission d'enquête de déterminer les responsabilités. « Je n'ai pas à ma disposition les éléments d'informations nécessaires permettant d'identifier les responsables des attaques à l'arme chimique qui ont eu lieu en Syrie », a déclaré aujourd'hui, lors d'une conférence de presse, le Chef de la Mission d'enquête, le Professeur Åke Sellström. Il a pris la parole aux côtés de la Haute Représentante pour les affaires de désarmement, Angela Kane, de Scott Cairns, de l'OIAC, et du Dr Maurizio Barbeschi, de l'OMS.

Toutefois, depuis que les allégations ont été lancées en mars dernier, le gouvernement syrien a reconnu qu'il possédait un arsenal chimique, avant d'accepter de devenir partie à la Convention sur les armes chimiques et de promettre leur élimination. Dépêchée dans la foulée, une mission conjointe des Nations Unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) supervise actuellement la destruction des stocks et des centres de production syriens.

Les conclusions de la Mission se fondent sur des entretiens avec des survivants, du personnel médical et d'autres intervenants arrivés les premiers sur les lieux des attaques, et sur l'analyse des dossiers médicaux des victimes. Ces faisceaux de preuve multiples ont confirmé des symptômes compatibles avec une intoxication par un composé organophosphoré.

Pour certains de ces incidents, la mission a également analysé des échantillons sanguins, notamment ceux qu'elle a recueilli, mais aussi d'autres qu'elle a été en mesure d'authentifier grâce à des signatures ADN. Pour deux incidents, des traces de gaz sarin ont été détectées.

« Quand il s'agit d'armes chimiques, la communauté internationale parle d'une seule voix », a lancé le Secrétaire général à l'adresse de l'Assemblée. « L'utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit, en quelque circonstance que ce soit, constitue une violation grave du Protocole de 1925 et d'autres règles pertinentes du droit international coutumier. Je déplore dans les termes les plus vigoureux possibles l'utilisation d'armes chimiques en Syrie comme un crime contre les valeurs universelles de l'humanité. »

La communauté internationale, a poursuivi le plus haut fonctionnaire de l'ONU, a la « responsabilité morale et politique » de demander des comptes, « afin de prévenir de futurs incidents et de veiller à ce que les armes chimiques ne redeviennent jamais un instrument de guerre ».

Soucieux de voir la Convention sur les armes chimiques devenir universelle, Ban Ki-moon a également exhorté tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier sans délai cet instrument essentiel.

## Syrie: face à un hiver particulièrement rude, le PAM renforce son aide aux civils syriens



Un jeune réfugié syrien tente de se réchauffer à l'aide d'une couverture au nord de l'Iraq. Photo: UNHCR

**13 décembre** - Alors que les Syriens font face à un hiver particulièrement rude et à une guerre civile pour la troisième année consécutive, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé vendredi le début de la distribution de près de 10.000 litres de carburant aux familles déplacées vivant sur une dizaine d'abris à Damas.

Le carburant est utilisé pour faire fonctionner les réchauds, aussi bien pour cuisiner, que pour se chauffer. D'autres campagnes de distribution sont prévues dans 35 abris supplémentaires à Homs, Hama et Damas dans les prochains jours.

« La Syrie a toujours connu des hivers relativement froids, mais la situation est différente lorsqu'on doit faire face à un hiver très rude sous un abri avec des ressources limitées, plutôt que dans le confort de sa propre maison », indique le Directeur du PAM en Syrie, Matthew Hollingworth, dans un communiqué de presse.

« La plupart des personnes déplacées en Syrie ont fui leurs maisons en laissant tout derrière elles et n'ont donc pas assez de vêtements chauds ou de couvertures pour se prémunir du froid. Elles ont désespérément besoin de carburant pour se chauffer et cuisiner les vivres qu'elles reçoivent », a-t-il ajouté.

Au cours des derniers jours, le PAM a continué d'apporter de la nourriture aux civils dans les zones difficiles d'accès. L'agence des Nations Unies a distribué des rations à 3.000 familles – assez pour subvenir aux besoins de 15.000 personnes pendant un mois. Cette zone a été le théâtre de combats soutenus au cours de l'année dernière et reste isolée.

Dans le reste du pays, les distributions d'aide alimentaire sont en cours, malgré les intempéries. Le PAM prévoit de fournir des vivres à quatre millions de personnes en Syrie ce mois-ci. Mais les besoins humanitaires et l'insécurité ne cessent de s'accroître et le conflit épuise les Syriens les plus fragiles.

Au Liban, le PAM et ses partenaires répondent aux besoins alimentaires des réfugiés syriens nouvellement arrivés dans des

conditions dramatiques en raison de l'hiver. Le PAM distribue assez de nourriture pour subvenir aux besoins de 150.000 personnes pendant un mois. Les familles qui viennent d'arriver reçoivent des rations, avant d'être inscrites sur les listes du HCR et commencent à recevoir des coupons électroniques qu'ils peuvent utiliser dans les magasins locaux. Le PAM fournit une assistance à plus de 600.000 Syriens au Liban.

En Jordanie, le PAM multiplie les distributions dans le camp de réfugiés de Zaatari afin d'augmenter l'apport calorique aux Syriens les plus fragiles. Outre leur panier alimentaire, les réfugiés reçoivent également des coupons alimentaires de 16 dinars jordaniens, soit l'équivalent de 16 euros, par personne chaque mois. Le PAM prévoit aussi d'augmenter la valeur de ces coupons.

## L'ONU appelle l'Ukraine à respecter les droits au rassemblement pacifique et à la liberté d'expression



Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Photo: ONU

**13 décembre** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exhorté vendredi le gouvernement de l'Ukraine à veiller au respect des droits de l'homme dans le pays et les manifestants et forces de l'ordre à faire preuve de retenue dans le cadre de la crise actuelle autour d'un rapprochement avec l'Union européenne.

« Nous suivons de très près la situation dans le centre de Kiev et réitérons notre mise en garde contre les risques d'escalade, de violences et de polarisation », a déclaré Ravina Shamdasani, une porte-parole du HCDH, lors d'un point de presse donné à Genève.

« Nous sommes particulièrement préoccupés par les informations faisant état de l'usage excessif de la force par la police anti-émeute et d'actes de violence de certains manifestant », a-t-elle ajouté.

Des troubles ont éclaté dans la capitale ukrainienne suite à l'annonce, par le gouvernement, de remettre à une date ultérieure la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne. Cette annonce avait fait descendre des dizaines de milliers d'Ukrainiens dans les rues de Kiev et d'autres villes du pays.

Le HCDH a demandé aux autorités d'ouvrir le plus rapidement possible des enquêtes indépendantes et impartiales sur l'ensemble des incidents violents qui ont éclaté au cours des dernières semaines.

« En période de troubles sociaux, il est très important que les auteurs de violations des droits de l'homme, quelle que soit leur situation sociale, soient poursuivis en justice pour contribuer au retour au calme », a expliqué la porte-parole.

Selon le HCDH, le gouvernement ukrainien doit prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect des droits de l'homme, y compris de ceux qui sont arrêtés par les forces de l'ordre, afin d'éviter les arrestations et détentions arbitraires. Il faut également s'assurer que les personnes détenues ne subissent pas la torture ou d'autres mauvais traitements.

« Conformément aux conventions internationales, l'Ukraine doit garantir les droits au rassemblement pacifique et à la liberté d'expression. Nous appelons les parties prenantes à faire preuve de retenue afin d'assurer les conditions propices à l'échange pacifique d'opinions », a souligné Mme Shamdasani.

## Les donateurs encouragés à contribuer au Fonds des Nations Unies pour les crises humanitaires d'urgence



Dégâts causés par le typhon Haiyan aux Philippines. Photo: OCHA/Akiko Yoshida

**13 décembre** - Le Secrétaire général Ban Ki-moon a exhorté vendredi à New York les gouvernements, les fondations et le secteur privé à contribuer généreusement au fonds des Nations Unies qui permet de financer sans délais une aide humanitaire vitale dans les situations de crise.

« Les nécessiteux du monde entier dépendent de votre soutien pour permettre à ce mécanisme de fonctionner », a déclaré M. Ban dans son allocution d'ouverture à la Conférence de haut niveau pour le Fonds central autorenewable d'urgence (CERF).

« C'est pourquoi je vous demande de contribuer autant que possible à ce fonds important. C'est une période d'incertitude économique pour beaucoup, mais je vous invite à faire preuve de générosité et à verser en amont, de manière à permettre au CERF d'aider autant de personnes que possible en 2014.

Etabli par l'Assemblée générale il y a sept ans, le Fond est devenu l'une des sources de financement humanitaire les plus importantes et les plus fiables. Depuis 2006, plus de 3,2 milliards de dollars ont été débloqués par le CERF pour répondre aux situations d'urgence dans 88 pays.

« Il s'est avéré l'un des moyens les plus efficaces de fournir une aide d'urgence », a souligné M. Ban, en notant que, rien que cette année seulement, les fonds débloqués par le CERF avaient donné le coup d'envoi des opérations humanitaires d'urgence en Syrie, au Mali et aux Philippines. Toujours en 2013, le CERF a versé plus de 82 millions de dollars en appui aux efforts de secours en Syrie et aux pays voisins, ce qui porte le total depuis le début de la crise en 2011 à plus de 135 millions de dollars.

Aux Philippines, après le passage du typhon Haiyan, le CERF a été le premier à débloquer des fonds pour financer les opérations de secours sur le terrain, ce qui a permis à des millions de personnes de recevoir des vivres, de l'eau potable et des articles de première nécessité. Le CERF a également financé la réponse à des situations d'urgence moins visibles, a ajouté le Secrétaire général. « En Haïti, au Soudan et en Somalie, en République centrafricaine, au Myanmar et au Yémen, le CERF offre une bouée de sauvetage. »

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), qui administre le Fonds, plus de 473 millions de dollars ont été débloqués cette année par le CERF pour permettre la livraison rapide d'une aide humanitaire vitale pour des millions de personnes touchées par des catastrophes naturelles et d'autres crises dans 45 pays. « Le Fonds est ouvert à tous les pays », a rappelé la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Valerie Amos. « Il aide à faire en sorte que ceux qui ont besoin de notre aide la reçoivent – rapidement et de manière efficace. »

## RDC: Ban Ki-moon salue la conclusion du dialogue de Kampala entre le gouvernement et le M23



Des Casques bleus de la MONUSCO escortent des combattants du M23 qui sont rendus dans le Nord-Kivu. Photo: MONUSCO

**13 décembre** - Le Secrétaire général Ban Ki-moon a salué jeudi soir la conclusion du dialogue de Kampala entre le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et la direction du mouvement du 23 mars (M23).

Le dialogue de Kampala a pris fin après la signature, hier, de déclarations par les deux parties à Nairobi, au Kenya, et la publication d'un communiqué final des Présidents en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Communauté des États d'Afrique Australe (SADC).

La conclusion du Dialogue de Kampala est une étape importante vers la résolution permanente de la crise dans l'est de la RDC. Cependant, beaucoup reste encore à faire puisque le M23 n'est qu'un groupe armé parmi des dizaines d'autres opérant dans cette région troublée.

L'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Mary Robinson, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo Martin Kobler et leurs homologues de l'Union africaine, l'Union européenne et des États-Unis ont appelé aujourd'hui toutes ces groupes à déposer leurs armes.

Dans une déclaration commune, ils soulignent la nécessité de mettre au point le plus vite possible un programme global de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) pour les ex-combattants issus de ces groupes, tout en exhortant les autorités congolaises à appliquer pleinement ce programme, avec l'appui de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO).

« Se tournant vers l'avenir, les Envoyés encouragent la région des Grands Lacs à s'appuyer sur cette dynamique positive pour faire avancer la mise en application de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, notamment au travers un dialogue politique élargi entre les États de la région », précise un communiqué de presse de la MONUSCO.

De son côté, le Secrétaire général rappelle que les documents issus du Dialogue de Kampala n'accordent pas d'immunité aux auteurs présumés de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, ou de violations flagrantes des droits de l'homme. Le patron de l'ONU a exhorté les parties à s'engager sans délai dans la mise en œuvre de leurs engagements, réitérant le soutien et la disponibilité de l'ONU à la faciliter au besoin.

« M. Ban exhorte tous les autres groupes armés en RDC à déposer immédiatement les armes et à poursuivre leurs objectifs par des moyens pacifiques. Le Secrétaire général espère que la RDC et ses voisins œuvreront ensemble, sur la base des développements positifs récents, à la recherche de solutions aux causes profondes de l'instabilité dans l'est de la RDC, en mettant en œuvre leurs engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région », souligné la déclaration transmise par le porte-parole du Secrétaire général.

## L'impunité, un multiplicateur des actes de violence contre les journalistes, prévient un expert de l'ONU



Photo: UNESCO

**13 décembre** - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Frank La Rue, a prévenu vendredi des risques supplémentaires que fait courir, partout dans le monde, l'impunité accrue pour les auteurs d'actes de violence contre les journalistes.

« En l'absence d'une lutte systématique contre la violence à l'encontre des journalistes et contre l'impunité, il restera très difficile d'assurer la sécurité de ces derniers », a affirmé M. La Rue lors d'une réunion informelle du Conseil de sécurité.

« La majorité des cas de violence ou de menaces de violence contre des journalistes ne font jamais l'objet d'enquêtes et les responsables ne sont pas identifiés, poursuivis ou jugés. Le sentiment d'impunité est la véritable cause de la multiplication des actes de violence contre des journalistes », a-t-il assuré.

L'expert indépendant de l'ONU a rappelé que les journalistes sont fréquemment victimes de violence que ce soit dans des zones de conflit ou dans des pays stables, comme l'illustre un rapport du Conseil des droits de l'homme, qui émet des recommandations pour renforcer la sécurité des professionnels des médias.

« Au moins 84 journalistes ont été tués en Syrie depuis mars 2011. En novembre, deux journalistes ont été assassinés au Mali. Ce ne sont là que quelques cas des violences meurtrières auxquels font face les journalistes quotidiennement. Au cours des deux dernières années, j'ai rédigé des lettres au sujet d'attaques contre 171 journalistes dans 40 pays », a précisé M. La Rue aux membres du Conseil.

Le Rapporteur spécial a indiqué que les organisations internationales devaient prêter une attention systématique à l'ensemble des cas de violence ou de harcèlement à l'encontre des journalistes, puisqu'un grand nombre d'entre eux restent plongés dans une obscurité totale.

## Hervé Ladsous fait le bilan de l'année 2013 sur le front des opérations de maintien de la paix



Hervé Ladsous, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, en conférence de presse. Photo: ONU/Amanda Voisard.

**13 décembre** - Hervé Ladsous, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, a fait vendredi le bilan des activités de son Département au cours d'une année, selon ses mots, « très active », passant en revue les situations en République démocratique du Congo (RDC), au Mali, au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie et en République centrafricaine.

Il a également parlé des améliorations constatées dans la conduite des opérations de maintien de la paix par l'ONU, notamment en termes de qualité et de réduction des coûts.

M. Ladsous a insisté sur la nécessité de poursuivre ces efforts en mettant l'accent sur la qualité des services fournis, la formation des Casques bleus et les partenariats stratégiques. Nous continuons à introduire des nouvelles technologies dans la conduite de nos opérations, a-t-il fait remarquer, donnant l'exemple des drones récemment

déployés dans l'est de la RDC.

Le Département des opérations de maintien de la paix a réussi à « faire plus avec moins », s'est félicité M. Ladsous. Ainsi, a-t-il précisé, le coût de chaque membre du personnel en uniforme a baissé de 16% en 5 ans, grâce à une gestion plus efficace des ressources. En outre, a-t-il ajouté, nous sommes en train de réduire la taille de certaines opérations qui sont parvenues à un certain stade de vie, comme celles encore présentes en Haïti, en Côte d'Ivoire, au Libéria et au Darfour.

M. Ladsous a aussi exprimé sa tristesse en évoquant le décès de 90 collègues, dont 29 ont été victimes d'attaques délibérées à leur rencontre. « La sécurité de notre personnel reste une priorité », a-t-il cependant tenu à souligner.

En ce qui concerne la RDC, où M. Ladsous a indiqué qu'il s'est rendu la semaine dernière, la victoire militaire du Gouvernement sur le Mouvement du 23 mars (M23), obtenue avec le soutien de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), constitue une étape majeure, a-t-il dit. Il a salué l'accord politique signé à l'issue des pourparlers de Kampala.

M. Ladsous a indiqué que la première priorité en RDC était maintenant de régler le problème posé par la présence des autres groupes armés. Il s'est félicité, à cet égard, que la brigade d'intervention de l'ONU soit pleinement opérationnelle et que le projet de déployer des drones chargés de missions de surveillance ait été traduit dans les faits à Goma, le 3 décembre dernier.

Avec deux appareils de ce type en opération, et cinq d'ici au 1er avril 2014, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a expliqué que la MONUSCO était désormais en mesure de recueillir des images de ce qui se passe sur le terrain. Ces images sont utiles sur le plan militaire, sur le plan de la sécurité de nos troupes et pour connaître les mouvements de la population civile, a-t-il expliqué. Il a indiqué que ces drones avaient été fournis par une société italienne, sélectionnée après un processus et un appel d'offres concurrentiel. Le contrat y afférent prévoit l'envoi d'une équipe de techniciens pour en soutenir le déploiement, a-t-il précisé. Il a espéré que l'on pourrait bientôt tirer des leçons de cette expérience pour envisager l'usage de ce genre d'équipement sur d'autres théâtres d'opérations.

La deuxième priorité en RDC est de faire face aux nouvelles situations, comme cela prévaut dans le Nord-Kivu, où 2.300 combattants membres de groupes armés ont déposé leurs armes, a indiqué M. Ladsous. Il a dit que l'ONU soutenait le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) engagé par le Gouvernement. M. Ladsous a toutefois reconnu la nécessité de ne pas laisser de vide sur le terrain après ces redditions.

Passant à la situation au Mali, le Secrétaire général adjoint y a constaté des progrès importants. Il a rappelé que le deuxième tour des élections législatives allait avoir lieu et que les élections présidentielles s'étaient déroulées de manière transparente. Avec le retour d'institutions légitimes au Mali, nous devons redoubler d'efforts pour y instaurer un dialogue inclusif et traiter des causes du conflit, a-t-il dit. Il a aussi souligné la nécessité de rester vigilant en matière de sécurité, et a déploré les attaques et les menaces en provenance des djihadistes, les auteurs. Il s'est réjoui du partenariat solide instauré entre le Gouvernement malien, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'ONU. Nous nous approchons du déploiement complet des troupes et de forces de police de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), a-t-il ajouté.

Concernant le Soudan, M. Ladsous a dit que la situation y a connu « une année difficile », avec une recrudescence d'attaques, des déplacements de populations civiles et le décès de 14 Casques bleus. Nous continuons à travailler dans le cadre du Processus de Doha, car il n'y a pas d'autre base de travail, a-t-il indiqué. Au Soudan du Sud, il a indiqué que la sécurité des civils posait un problème dans l'État de Jonglei. Nous commençons à redéployer les effectifs militaires de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et nous poursuivons le travail lancé à Baye où nous espérons un accord entre les deux pays, a-t-il indiqué.

Parlant du Moyen-Orient, le Secrétaire général adjoint a ensuite rappelé que les 1 250 Casques bleus déployés au sein de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) étaient chaque jour victimes d'attaques. « Nous continuons notre travail, mais cela n'est pas facile », a-t-il reconnu. Nous espérons tous que la Conférence de Genève II aboutira à un processus politique qui mettra un terme au drame qui se déroule en Syrie. Si certaines conditions sont remplies, nous pourrions, si le Conseil de sécurité le demande, contribuer à la stabilisation de la situation en Syrie. Nous avons prévu divers scénarios, mais tout reste encore sur le papier, a-t-il précisé.



Pour ce qui est de la République centrafricaine, M. Ladsous a rappelé la présence de la mission de politique spéciale dans ce pays, le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA), ainsi que le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), aux termes de la résolution 2127. Cette résolution a aussi demandé à l'Union africaine et à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de veiller à ce que la passation des pouvoirs entre la MICOPAX (force de la CEEAC) et la MISCA ait lieu le 19 décembre 2013. Il a indiqué que le Secrétaire général devait faire des recommandations sur les solutions possibles dans les trois mois suivant l'adoption de ladite résolution. Il appartiendra au Conseil de sécurité d'envisager la suite, a-t-il précisé.

Enfin, interrogé sur le nombre de pays contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix, qui est jugé insuffisant, M. Ladsous a reconnu que « la répartition de ce fardeau » n'était pas équitable. Il a indiqué que 95% des membres du personnel en uniforme venaient d'États Membres du monde en développement, et a estimé que cette situation ne pouvait pas durer. Il a invité le reste de la communauté internationale à suivre l'exemple des Pays-Bas, qui ont récemment fourni des personnels et quatre hélicoptères de combat à la mission déployée au Mali.